

Pouvoir d'emprunt

La vérité, c'est que nous avons proposé la seule mesure logique qui permette d'améliorer les lignes ferroviaires, à savoir de payer la différence entre le tarif du Corbeau et ce qu'il en coûte vraiment aux sociétés ferroviaires pour transporter le grain et d'autres produits jusqu'à leur sortie du Canada et de nous servir des deniers publics pour améliorer nos lignes ferroviaires. Mais il est ridicule de modifier le tarif du Nid-de-Corbeau. C'est cela le coup fourré dans cette mesure, la même tactique que dans l'affaire des terres charbonnières du Dominion.

● (1620)

Je ne consacrerai pas davantage de temps aux réalisations des libéraux car leurs heures sont comptées. Je crains que les Conservateurs ne prennent le pouvoir et que nous ayons du mal à les mettre au pas. Il se peut que les Canadiens reprennent leurs esprits en élisant les néo-démocrates lors des prochaines élections, peut-être après avoir entendu ce que je vais dire. Nous n'arrivons pas à faire parler les libéraux à la Chambre. Ils comptent sur leurs publicistes pour présenter leurs marchandises dans un bel emballage pour qu'elles se vendent mieux. Mais le navire libéral est en train de couler inexorablement et les publicistes se cherchent des cieus plus cléments car ils sentent le vent tourner.

Le député de Central Nova (M. MacKay) a fait d'intéressants commentaires. Il a dit que le gouvernement français était en grandes difficultés parce que c'est un gouvernement socialiste. Il a cherché à attirer l'attention sur les contrôles des changes qui s'adressent surtout aux gens qui passent leurs congés à l'étranger. Le député ferait bien de se rappeler, lui qui aime tant citer les Américains, que ses prédécesseurs idéologiques, Richard Nixon et Lyndon Johnson, ont imposé des contrôles des changes aux États-Unis, un souvenir passablement embarrassant pour les Conservateurs.

J'aimerais bien aussi lui remettre sous le nez son argument concernant la popularité de Margaret Thatcher dont les sondages ont fait état. C'est peut-être parce qu'elle réduit des enfants à la famine qu'elle est si populaire. Mais il se trouve des gens dans ce bas monde qui savent bien qu'en pratiquant ce genre de politique réactionnaire, on supprime dans les écoles la distribution de lait à des enfants dont les parents n'ont pas les moyens de leur en acheter. Voilà le gros des économies que M^{me} Thatcher et son parti ont réalisées en sabrant dans des programmes sociaux de ce genre. Je compte bien que les Britanniques vont ouvrir les yeux aux prochaines élections et qu'ils ne rééliront pas la dame de fer qui s'en est prise à la classe ouvrière de ce pays.

Voyons ce qui cloche le plus dans la politique des libéraux et des conservateurs. Les libéraux gaspillent plus que les conservateurs, encore que nous n'ayons pas pu, en plus de vingt ans voir ces derniers à la direction du pays. Les libéraux ont plutôt tendance à verser de l'argent ici et là plutôt qu'à établir un

plan industriel ou un plan qui engage les travailleurs et les petites entreprises. Les conservateurs ne cessent de répéter que si on donne une seule chance à l'entreprise privée, elle se ressaisira. Je peux vous citer un exemple d'un échec de la libre entreprise et c'est l'industrie forestière de ma région en Colombie-Britannique. Prince-Rupert a été fermé. Les chantiers de Terrace l'ont été également de même que ceux de The Nass, Kitwanga et dans les Hazeltons où Rim Products est toujours fermé.

Que propose le gouvernement? Pour leur part, les conservateurs disent de ne pas s'en occuper, qu'ils vont finir par récupérer, qu'importe si ces collectivités se meurent. Voilà à quoi aboutit la libre entreprise, un tas de villages fantômes. Et que font les libéraux? Ils ont mis en place une nouvelle série de programmes RELAIS, PFP, PFEP, des programmes qui devraient sauver ces collectivités. Ce sont naturellement des programmes à court terme. Ils font ainsi tout un remue-ménage. Ces programmes sanctionnent le droit au travail. Cependant, à toutes fins pratiques, cela fait baisser les salaires. Et cela remet en question la notion de la négociation collective ou tout au moins cela la met à l'épreuve dans nombre de ces collectivités où des milliers de travailleurs sont sans travail à cause de la soi-disant libre entreprise.

Encore une fois, le gouvernement ose encore demander à emprunter alors qu'il n'a pas besoin d'argent. Il lui reste encore 16 milliards. Mais il veut en profiter de sorte que si des élections anticipées avaient lieu à l'automne, il serait en mesure de distribuer des bonbons électoraux.

Il serait temps d'adopter une attitude un peu plus rationnelle à l'égard de nos dépenses. On devrait prévoir certaines dépenses statutaires pour des fins sociales et tous les partis devraient collaborer à maintenir en place ces mesures de précaution et ces programmes sociaux. L'essentiel des fonds devra servir à encourager les coopératives, et les petites industries. Nous avons vu quelles difficultés éprouvaient les entreprises privées, par exemple l'industrie du bois en Colombie-Britannique, quand elle ne parvient pas à trouver de débouchés. Cette industrie devrait se diversifier en fabricant des panneaux, des contre-plaqués, du papier, des meubles et d'autres articles en bois. Cependant il faudrait que les collectivités locales reçoivent une aide technique, une aide financière, fassent des recherches pour ré-équiper et refinancer ces industries qui leur appartiendraient.

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur le Président, le fait que nous soyons en train d'étudier le C-151 me rappelle le programme électoral des Libéraux aux élections de 1980. Ils faisaient alors des promesses mirifiques. Les ont-ils tenues? Ils demandaient aux électeurs de leur faire confiance, qu'ils les conduiraient vers la terre promise, et faisaient d'autres promesses du genre. Quel contraste! le marasme s'est accentué et le gouvernement ne cesse d'emprunter.